

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ?	La commune d'Attignat a prescrit la modification avec enquête publique de son PLU, par arrêté du 16 janvier, puis du 10/04/2019 et du 01/08/2019 pour amender des objets de la procédure.

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	La personne publique responsable est M. le Maire, Walter Martin.
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	MAIRIE 305 Grande Rue, 01340 ATTIGNAT Tel : 04 74 30 92 16 urbanisme@attignat.fr

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCOT ?

Oui	Non	La commune d'Attignat est couverte par le SCOT de Bourg-Bresse-Revermont approuvé le 14 décembre 2016 et opposable depuis le 8 mars 2017.
------------	-----	---

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?

Oui	Non	<p>Le PLU d'Attignat a été approuvé le 5 mai 2006. Il n'y a pas eu d'évaluation environnementale.</p> <p>La modification du PLU porte sur les évolutions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Intégration des prescriptions de l'étude urbaine sur la zone 1AU « Le Champ » 2. Modification de l'OAP « Le Château » 3. Définition des seuils d'extension des bâtiments en zones N – Nhl – Nhla 4. Régularisation du zonage du lotissement Charmeil 5. Modification de l'objet et du bénéficiaire de l'emplacement réservé n°7 6. Modification mineure à propos de la réglementation sur les clôtures 7. Assouplissement de la réglementation sur les carports 8. Assouplissement de la réglementation sur le stationnement en zone UA
------------	-----	--

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

<p>Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?</p>	<p><u>Population légale de 2016 (au 1^{er} janvier 2019)</u> 3270 (population municipale) – 3336 (population totale) <i>Calculée conformément aux concepts définis dans le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population.</i></p>
<p>Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?</p>	<p>18,68 km² (surface indiquée dans le rapport de présentation du PLU en vigueur) 18,91 km² (Source : DREAL)</p>
<p>Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. l'intégration des prescriptions de l'étude d'aménagement en cours pour la zone 1AU « Le Champs/Bergerie » : Surface : 8,5 ha 2. l'ajustement éventuel du périmètre de la zone 1AU « Le Champ » suite à l'étude d'aménagement en cours Surface : 340 m² mutés en zone UB 3. l'adaptation du PLU pour étendre le secteur d'équipements publics du stade : inscription d'un tènement d'une zone 1AU en zone 1AUL Surface : 1 ha 4. la mise à jour des emplacements réservés ; Surface : 160 m² et 5356 m², soit 5516 m² au total 5. la régularisation d'une partie de la zone 2AU dans lequel a été aménagé le lotissement Charmeil en UB ; Surface : 2 ha environ 6. la programmation différée dans le temps de l'OAP « Le Château » Surface : 3,5 ha 7. l'adaptation du règlement écrit de plusieurs zones Surface : 18,89 ha
<p>Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet</p>	<p>Zones UA – 3,95 % - 74,70 ha Zones UB – 3,23 % - 61,00 ha Zones UC – 1,52 % - 28,64 ha Zone UL - 0,25 % - 4,79 ha Zones UX – 1,71 % - 32,23 ha</p> <p>Zone 1AU – 0,64 % - 12,01 ha Zones 2AU – 0,66 % - 12,38 ha Zone 2AUx – 2,22 % - 41,87 ha</p> <p>Zones A – 64,78 % – 1224,00 ha Zones N – 31 % - 336,17 ha</p> <p>Zones Nhl – 17,80 % - 38,61 ha Zones Nhla – 1,24 % - 23,37 ha</p>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

Les objectifs généraux du PADD du PLU en vigueur sont les suivants :

- valoriser le paysage de la commune en renforçant la qualité du cadre de vie des habitants ;
- préserver l'environnement en protégeant la zone agricole et les espaces fragiles ;
- promouvoir une politique de l'habitat plus diversifiée et plus économe de la ressource foncière ;
- valoriser le cadre de vie des habitants en confortant le niveau de service et d'équipements ;
- mise en œuvre d'une politique de déplacement urbain ;
- poursuivre et dynamiser le développement des activités économiques.

(Voir détails dans le PADD)

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

1. Intégration des prescriptions de l'étude urbaine sur la zone 1AU « Le Champ »

Depuis l'approbation du PLU en 2006, plusieurs zones 1AU se sont urbanisées totalement. Aujourd'hui, l'objectif est de développer un aménagement cohérent et organisé de la zone 1AU la plus importante en surface.

L'étude d'aménagement qui a été réalisée par le cabinet BLC a permis :

- d'identifier les contraintes pouvant préexister à l'aménagement du site,
- d'envisager plusieurs scénarios d'aménagement, en cohérence avec les objectifs du PADD,
- d'établir le bilan d'aménagement des différents scénarios.

5 grands enjeux ont pu être définis :

- un contexte d'une demande en logements importante et d'une anticipation de carence en logements sociaux ;
- une urbanisation organisée et cohérente, dans le respect des densités imposées par le SCoT ;
- la préservation d'une identité bucolique et la composition d'un cadre de vie qualitatif ;
- une programmation des équipements publics en cohérence avec le développement communal ;
- un projet réalisable au regard de sa viabilisation et des réseaux.

De cette étude urbaine ont donc découlé plusieurs modifications au PLU en vigueur :

- une zone 1AUL a été créée pour accueillir des équipements publics ;
- un emplacement réservé a été mis en place pour connecter l'aménagement au secteur « Le Champ » à la Voie Verte ;
- la protection des cordons boisés et alignements d'arbres au titre de l'article L.123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme (soit l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, suite à la recodification) ;
- un ajustement du périmètre de la zone 1AU a été nécessaire afin d'inscrire une annexe d'habitation existante, localisée actuellement en zone 1AU, en zone UB ;
- Afin de prendre en compte les orientations de l'étude urbaine, des prescriptions ont été inscrites au sein du règlement des articles 1AU et 1AUL (qui a été créé à cette occasion), ainsi que dans l'OAP du secteur « Le Champ ».
- Un phasage a été mis en place pour l'urbanisation des différents secteurs, en fonction de la capacité de la station d'épuration « Ouest ».

2. Modification de l'OAP « Le Château »

D'après le Rapport du Schéma Directeur du système d'assainissement collectif (juillet 2018), les capacités d'assainissement de la station d'épuration de l'ouvrage du 'Bourg' sont insuffisantes pour absorber l'aménagement de la zone 1AU 'le Château'. La reconstruction d'une station d'épuration est recommandée. Préalablement à ces travaux, la réalisation et la mise en service anticipée de ces logements entraîneraient une charge supérieure aux capacités de l'ouvrage, générant des risques humains, sanitaires et environnementaux, pouvant compromettre et rendre plus onéreux la réalisation de l'extension de l'ouvrage.

L'aménagement, non temporisé en adéquation avec les travaux d'assainissement à prévoir sur la Station d'Epuration des eaux usées 'Bourg' (STEP 'Bourg'), pourra générer des surcoûts ou compromettre la réalisation des projets envisagés, et par conséquent la mise en œuvre des objectifs communaux.

Il s'avère donc nécessaire de pouvoir programmer les projets d'urbanisme au regard des capacités d'assainissement de la commune et notamment des travaux à programmer pour augmenter les capacités de la station.

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

3. Définition des seuils d'extension des bâtiments en zones N – Nhl – Nhla

La commune souhaite limiter et restreindre les possibilités de développement dans ces secteurs, notamment en conditionnant les surfaces d'extension par rapport aux surfaces existantes, en ne prenant en compte que les constructions d'une certaine importance (interdire les extensions de petits bâtiments), en ajoutant une limite aux extensions quand ce n'est pas prévu actuellement.

L'objectif de ces évolutions visent à limiter les possibilités d'extension, pour ne créer que des extensions mesurées aux habitations existantes. L'Alurisation du PLU se fera dans la prochaine révision générale.

4. Régularisation du zonage du lotissement Charmeil

La modification consiste à régulariser la situation actuelle en classant le lotissement « Charmeil » existant en zone UB.

Ce changement de zonage de 2AU en UB n'est donc pas une ouverture de zone 2AU à l'urbanisation, mais la régularisation d'une situation existante.

Cette évolution permettra également aux constructions de ce lotissement de pouvoir évoluer et d'être soumis à un règlement adapté.

5. Modification de l'objet et du bénéficiaire de l'emplacement réservé n°7

La municipalité ne peut garantir la faisabilité du projet, prévu par l'objet inscrit pour cet emplacement réservé n°7 dont elle est le bénéficiaire, en raison d'un coût du terrain trop onéreux. Aussi, le projet sera porté par un bailleur social, qui réaliserait, en plus des parkings et des espaces verts, un programme de logement incluant une mixité sociale.

Cette évolution permettra tout à la fois de réaliser le projet initial (parking et espace vert), de créer des logements sociaux (afin d'atteindre les objectifs de logements sociaux sur la commune en cohérence avec la future application de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain), et de financer et permettre la réalisation du projet.

Cette évolution reste conforme à l'article L 151-41 du CU.

6. Modification mineure à propos de la réglementation sur les clôtures

Les clôtures le long de la départementale sont insuffisamment prescriptives.

La commune souhaite donc :

- autoriser les clôtures d'une hauteur maximale de 1,8 m le long de la départementale D 975, afin que les personnes se protègent plus efficacement des nuisances engendrées par la route ;
- préciser l'indication « à clairevoie ».

7. Assouplissement de la réglementation sur les carports

Le service urbanisme a noté une hausse des demandes concernant la déclaration préalable pour des projets de carport.

Cette construction est souvent vendue en un seul bloc par les entreprises, avec peu de choix au niveau des matériaux et des coloris. Elle s'apparente également souvent à une pergola, au niveau des volumes et de ses formes.

Le règlement du PLU en vigueur n'interdit pas les carports, mais les contraints au niveau des coloris des toitures. Les élus souhaitent donc ajouter les carports à la liste des exceptions non soumises à un aspect de toiture dans les articles 11 de toutes les zones du PLU.

8. Assouplissement de la réglementation sur le stationnement en zone UA

Afin de conforter les actions de restructuration et de redynamisation du cœur du bourg, d'éviter la consommation des espaces par des parkings et de favoriser les déplacements en transports publics, les élus souhaitent ne plus imposer la création d'aires de stationnement au sein de la zone UA pour la reconversion des bâtiments en activité commerciale. Cette évolution vise à soutenir le développement et le maintien de commerces dans le centre-bourg.

La réglementation reste applicable dans toutes les autres zones. Le paragraphe concernant la participation pour la non-réalisation d'aires de stationnement sera, en revanche, totalement supprimé du règlement.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?		
Oui	Non	

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?			
	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	<input checked="" type="checkbox"/>		Avis de la CDPENAF au titre de l'article L.151-12 (extension des maisons d'habitation en zones N, Nhl et Nhla)
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		<input checked="" type="checkbox"/>	

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270		<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection_du_zonage_«_Loi_Littoral_»		<input checked="" type="checkbox"/>	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	<input checked="" type="checkbox"/>		<ul style="list-style-type: none"> - SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse - Le contrat de rivière de la « Seille » (signé le 21 février 2012) - Le contrat de rivière de la Reyssouze (signé le 2 décembre 2014)
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	<input checked="" type="checkbox"/>		<ul style="list-style-type: none"> - SRCE de la région Rhône-Alpes (2014) - SCoT Bourg-Bresse-Revermont (approuvé le 14 décembre 2016 et opposable depuis le 8 mars 2017.) - Communauté d'agglomération du grand bassin de Bourg-en-Bresse

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?	
Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone	
Les secteurs concernés par la modification sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - La zone 1AU « le Champ » - La zone 1AU « le Château » - L'emplacement réservé n°7 - Le lotissement Charneil - Ainsi que l'ensemble de la commune 	

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet

À quel type de commune appartenez-vous ?
Sélectionnez dans la liste ci-contre

Il s'agit d'un pôle local équipé au sein de l'armature du SCoT Bourg-Bresse-Revermont. Les pôles équipés locaux ont une population de l'ordre de 2000 habitants.
Ils disposent de commerces et de services de grande proximité, en petit nombre, desservant principalement la commune elle-même mais contribuant également à leur rayonnement auprès des communes rurales et pôles locaux en proximité. Ces pôles bénéficient d'une desserte en transports en commun de qualité : présence d'une gare ferroviaire, ou desserte de bus du réseau départemental. Ils constituent également des pôles locaux d'emplois, avec la présence d'entreprises, notamment industrielles ;

Le rôle de ces pôles et leurs services est à conforter, selon les objectifs du SCoT, par une croissance démographique significative.

4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :

Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ?

<http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp>

D'après l'INSEE, Attignat compte 3270 habitants en 2016 (population municipale) :

2006-2016 (10 ans) : + 783 habitants (+ 3,3 % par an en moyenne)
1999 – 2006 (7 ans) : + 563 habitants (+ 3,7 % par an en moyenne)

La population observe donc une croissance relativement forte depuis presque 20 ans. La croissance a été soutenue et accrue depuis les années 2000, puis a ralenti sensiblement après l'année 2015.

Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?

Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?

Objectifs et prévisions démographiques du PLU en vigueur :

- Le PLU, approuvé en 2006 a décliné deux objectifs :
 - Atteindre les 3000 habitants en 2008
 - L'objectif a finalement été atteint en 2011.
 - Atteindre plus de 10 % de logements locatifs d'ici 2020
 - en 2015 il y avait 7,2 % de logements sociaux (parc de 1428 logements et 103 logements sociaux existants).
 - Depuis 2015, 104 permis ont été déposés pour du logement social. L'estimation de la part de ces logements est de 13 % en prenant pour hypothèse un parc immobilier de 1596 logements (parc en 2015 + PC 2016-2018)

Ainsi, le PLU ne porte plus d'objectifs en termes d'accueil de nouveaux habitants, ni de construction de logements.

4.1 Présentation de votre projet

	<p>En revanche, deux zones à urbaniser à court terme (8 ha et 4 ha environ) représentent un potentiel de 240 nouveaux logements environ, si les aménagements respectent la densité imposée par le SCoT (20 logts/ha).</p> <p>Il est important de noter que le PLU en vigueur respecte le quota de surfaces allouées par le SCoT.</p> <p>Le projet de modification, et plus précisément les modifications apportées suite à l'étude sur l'urbanisation de la zone 1AU « le Champ » ont la vocation d'anticiper et d'organiser l'accueil de ces nouveaux habitants au regard du contexte communal.</p> <p><u>Modification du PLU impliquant la construction de logements supplémentaires (en densification) :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Adaptation de la densité demandée dans l'OAP « Le Champ » afin de permettre la réalisation des projets dans le respect des prescriptions du Schéma de Cohérence Territoriale de Bourg-Bresse-Revermont. <p>La densité n'est pas indiquée dans le PLU en vigueur, on ne peut donc pas préjuger du nombre de logements supplémentaires impliqués par cette modification.</p> <p>A titre indicatif, les logements prévus au sein de la zone 1AU « le Champ » sont au nombre de 150.</p> <p>Les autres évolutions du PLU n'entraîneront pas la production de logements supplémentaires.</p> <p><u>Evaluation actualisée du potentiel en logements en 2018 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Logements projetés à partir des dents creuses (12,4 ha) avec 15 logts/ha : 186 logements• Logements projetés à partir des zones 1AU :<ul style="list-style-type: none">- 150 logements pour la zone 1AU « Le Champ » (7,2 ha – 20,8 logts/ha)- et 35 logements pour la zone 1AU le Château (3,5 ha – 10 logts/ha)• Soit un potentiel de 371 logements. <p>La modification vise surtout à permettre une urbanisation cohérente, coordonnée et harmonieuse. Le zonage est simplement modifié pour réduire la zone 1AU au profit d'équipements.</p>
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ?	<p>D'après l'INSEE, Attignat comptait 71 logements vacants en 2015, soit 5,0 % de son parc immobilier qui était de 1428 logements.</p>
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	<p>Le projet de modification ne remet pas en question les calculs éventuels de rétention foncière du PLU en vigueur (qui n'en fait pas mention), ni celui validé au SCoT de Bourg (un taux de 2 de rétention foncière est appliqué).</p>

4.1 Présentation de votre projet

Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?

La modification consiste à régulariser la situation actuelle en classant le lotissement « Charmeil » existant en zone UB.

Ce changement de zonage de 2AU en UB n'est donc pas une ouverture de zone 2AU à l'urbanisation, mais la régularisation d'une situation existante.

Cette évolution permettra également aux constructions de ce lotissement de pouvoir évoluer et d'être soumis à un règlement adapté.

Quelle sera la surface moyenne par logement ?

La surface n'est pas définie.

Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ?

Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre

2. Les formes urbaines choisies pour les projets de construction au sein de la zone 1AU « le champ », à proximité du centre-bourg d'Attignat et attenants à la route de Saint Martin, permettent de diminuer la consommation d'espace. L'OAP prévoit 31 logements groupés, 20 logements groupés en carrés d'habitat, 16 logements intermédiaires et 24 logements collectifs, représentant ensemble, 60 % des logements à produire sur les 150 logements prévus au sein de la zone 1AU « Le Champ ».

De plus, la modification intègre une densité importante (20 logements/ha) qui vise à réduire la consommation foncière.

4. Les ouvertures à l'urbanisation de la partie Sud (secteur n°4) de l'OAP zone 1AU « le champ », ainsi que la zone 1AU « le Château » sont conditionnées aux capacités d'assainissement des stations d'épuration « Ouest » et du « Bourg ».

4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :

Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?

Quelle est la surface des zones d'activités prévues ?
S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?

S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire :

- quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?
- quel est leur taux d'occupation ?

S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT :

- quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?
- quel est leur taux d'occupation ?

Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ?
Indiquez lequel et comment il s'applique ?

Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?	<input checked="" type="checkbox"/>		<p>La commune est entièrement couverte par le classement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des IGP suivantes : « Coteau de l'Ain », « Emmental français Est-Central », « Volailles de l'Ain » - des AOC-AOP suivantes : « Beurre de Bresse », « Crème de Bresse », « Dinde de Bresse », « Volaille de Bresse ou Poulet de Bresse, Poularde de Bresse, Chapon de Bresse » <p>La présente modification ne modifie pas ni le zonage A ni son règlement. Les espaces agricoles (souvent des prairies), se trouvant dans les zones 1AU et N, seront impactés par les évolutions suivantes :</p> <p><u>Modification de l'OAP zone 1AU « Le Champ » :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'urbanisation de la zone était déjà prévue initialement dans le PLU en vigueur ; - la modification optimise la consommation des espaces par la densification de l'urbanisation (une densité supérieure à 20 logts/ha est demandé) ; - les accès aux parcelles exploitées seront préservés. <p><u>Définition des seuils d'extension des bâtiments en zones N – Nhl - Nhla</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Cette modification permettra d'éviter les extensions trop importantes et donc limitera l'impact sur les espaces agricoles.
Des espaces boisés ?	<input checked="" type="checkbox"/>		<p>Les bosquets et alignements d'arbres, compris dans le périmètre de la zone 1AU « le Champ », sont inventoriés, en grande partie, comme éléments identifiés au titre de l'article L151-23.</p> <p>Le tènement concerné par l'emplacement réservé n°7 est partiellement couvert par des masses boisées. La modification n'apportera pas de changement majeur vis-à-vis du projet du PLU actuellement en vigueur, qui autorise son urbanisation.</p>
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?		<input checked="" type="checkbox"/>	

Complétez si nécessaire

Les impacts sur la consommation foncière sont limités (superficie limitée à celle prévue dans le PLU en vigueur et cohérente avec les besoins et les possibilités d'urbanisation existantes, compatibilité avec le SCoT, objectifs de densité).

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

- Aucune exploitation agricole à proximité du secteur concerné par la modification ; son urbanisation n'impacte aucun accès à une exploitation ou un champ.
- Aucun élément naturel protégé au PLU (haies) n'est présent à proximité du secteur.

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		<input checked="" type="checkbox"/>	La commune d'Attignat se trouve à 7,8 km au Nord de la zone Natura 2000 la plus proche. Il s'agit de la directive oiseaux et habitats « La Dombes ».
Un parc naturel national ou régional ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle nationale ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace naturel sensible ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map	<input checked="" type="checkbox"/>		<p>Une ZNIEFF de type I « Bois de Grands Champ » (14 ha) se trouve à l'Est du territoire communal, en zone A, aux lieux-dits « Etang de Grangeat » et « Grands Champs ».</p> <p>Une ZNIEFF de type II « Vallée du Sevron, du Solnan et massifs boisés alentours » borde le territoire communal à l'Est. Ces espaces sont classés en zone A avec des sites bâtis ponctuellement inscrits en zone Nhl.</p> <p>Les modifications apportées au PLU impacteront que faiblement ces espaces. Au contraire, l'échelonnement des extensions, actuellement permises en zones Nhl, permettra de limiter leur impact.</p>
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		<input checked="" type="checkbox"/>	L'arrêté préfectoral de protection de Biotope le plus proche se situe à 15 km à l'Ouest (Bocage et prairies humides de la basse vallée de la Veyre).
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?	<input checked="" type="checkbox"/>		<p>Les zones humides inventoriées sur la commune longent principalement les cours d'eau (inscrit en N).</p> <p>D'autres ponctuent, de manière anecdotique, le territoire communal.</p> <p>Les modifications majeures apportées ici, concernent le secteur « Le Champ », exempt de zones humides.</p>
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? https://www.eaurmc.fr/		<input checked="" type="checkbox"/>	

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html			
Complétez si nécessaire			

4.4 Continuités écologiques			
Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non	<p>Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont vise notamment à préserver, renforcer voire restaurer les grands ensembles d'intérêts écologiques, en cohérence avec le SRCE.</p> <p>La commune est couverte par la trame agri-environnementale de classe 1A (Espaces naturels d'intérêt écologique majeur, réservoirs de biodiversité terrestres, aquatique et zones humides) et classe 1B (Espaces naturels d'intérêt écologique, en extension des réservoirs, et agricoles stratégiques, avec un rôle dans les continuités écologiques) à l'Est de la Reyssouze.</p> <p>A l'Ouest, la commune est couverte par la trame des espaces de « nature ordinaire », relais des réservoirs de diversité, ainsi que de la trame des espaces naturels, agricoles, et aménagés ne présentant pas d'intérêt écologique avéré.</p> <p>L'échelonnement (proposé par la doctrine de la CDPENAF) des extensions des constructions existantes en zones N, Nhl et Nhl, concernées par ces trames environnementales, permettront de limiter les impacts sur le paysage et l'écologie.</p> <p>On peut également noter que le projet majeur de cette présente évolution du PLU, la modification de l'OAP de la zone 1AU « le Champ », préserve une grande partie des cordons boisés.</p> <p>Aucune continuité écologique ne traverse la commune.</p>
Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ? http://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map	Le SCRCE de la région Rhône-Alpes n'a pas identifié d'enjeu sur la commune d'Attignat.		

4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		<input checked="" type="checkbox"/>	Le site classé le plus proche est celui du Mont Myon et ses abords, à 14 km du territoire communal, sur les communes de Courmangoux et de Cuisiat.
Site inscrit ou projet de site inscrit ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		<input checked="" type="checkbox"/>	Le site inscrit le plus proche est celui du « château de Lorient, par cet abords » à 8 km, sur la commune de Confrançon.
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
Éléments majeurs du patrimoine ? http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/		<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'en existe pas sur la commune. Le plus proche est le manoir de la Charme et se trouve à 3,5 km au Nord du territoire communal d'Attignat. - Aucune zone de présomption de prescription archéologique. - Aucun élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		<input checked="" type="checkbox"/>	D'après l'Atlas des Paysages du CAUE de l'Ain, Attignat est situé au sein de l'unité paysagère de la Plaine de Bresse au niveau régional, et au sein de l'unité Bassin de la Seille, Sevron-Solnan au niveau du territoire couvert par le SCoT. Il n'existe aucun document de rang supérieur, excepté le SCoT, qui traite des enjeux paysagers de la commune d'Attignat.
Complétez si nécessaire			

4.6 Ressource en eau

Captages

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
Autres captages prioritaires ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>		L'eau potable de la ville d'Attignat est gérée par un SIVU: SIE Veyle Reyssouze Vieux-Jonc pour 22 communes : Attignat, Buellas, Condeissiat, Confrançon, Cras-sur-Reyssouze, Curtafond, Malafretaz, Marsonnas, Mézériat,

4.6 Ressource en eau

		<p>Montcet, Montracol, Montrevel-en-Bresse, Polliat, Saint-André-sur-Vieux-Jonc, Saint-Denis-lès-Bourg, Saint-Didier-d'Aussiat, Saint-Martin-le-Châtel, Saint-Rémy, Saint-Sulpice, Servas, Vandeins et Viriat.</p> <p>L'alimentation est assurée par le captage de Vial situé sur la commune de POLLIAT. La gestion de l'eau potable est assurée par un délégataire, Aqualter basé à Saint Rémy</p> <p>A priori, les zones de production potentielles identifiées dans le SCOT devraient permettre de couvrir le besoin moyen.</p> <p>Si la commune ne compte pas de périmètre de captage sur son territoire, la préservation des cours d'eau et de l'urbanisation favorise une amélioration indirecte de la qualité de l'eau.</p> <p>Les habitants supplémentaires attendus sur l'emplacement n°7 (5356 m2), avec l'autorisation de construction de logements sociaux, aura un impact minime sur les besoins en eau potable.</p>
<p>Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ?</p> <p>http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/</p>	<p>X</p>	<p>L'assainissement collectif est majoritaire au sein de la commune d'Attignat, 1103 abonnés (2592 habitants) sur 1572 (3 311 habitants recensés sur 2016) soit plus de 70%.</p> <p>L'assainissement collectif sur la commune d'Attignat est assuré par 3 stations d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - STEP du bourg – réseau majoritairement unitaire, - STEP de l'ouest – réseau séparatif, - STEP de Vacagnole – réseau séparatif. <p>Le réseau d'Attignat est majoritairement séparatif avec 73,5%.</p> <p>En 2016, 469 abonnés sont concernés par l'assainissement non collectif soit environ 30% de l'ensemble des habitations.</p> <p>La STEP « Ouest » arrive bientôt à sa capacité maximale.</p> <p>D'après le Schéma Directeur du système d'assainissement collectif (juillet 2018), la station peut aujourd'hui accepter environ 250 équivalent-habitants, soit environ 106 logements.</p> <p>Afin que la station n'arrive à saturation, et pour mettre en adéquation le rythme de développement urbain avec les capacités d'assainissement, l'urbanisation du secteur « Le Champ » est phasée et étalée dans le temps, et surtout conditionnée aux capacités d'assainissement.</p>

4.6 Ressource en eau

		<p>La STEP peut gérer les effluents de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'urbanisation des secteurs n°2 et 3 de zone 1AU « Le champ » (voir pièce n°3) (représentant une gestion de 56 logements soit 132 EH supplémentaires) ; - et de l'opération d'ensemble sur l'emplacement réservé n°7, à condition qu'elle n'excède pas 50 logements (représentant 118 EH). <p>L'ensemble des phases, dont le secteur 1, de l'OAP au secteur « Le Champ » (dédié aux équipements publics), ne pourra s'urbaniser que si les équipements de traitement des Eaux Usées sont en capacité d'absorber les effluents de l'opération.</p> <p>L'urbanisation de la phase 2 (secteur n°4 de la zone 1AU « Le Champ ») est également conditionnée à la délivrance de 70 % des permis de construire de la phase 1.</p> <p>La STEP du « Bourg » n'est également pas en capacité suffisante pour gérer les effluents du tènement concerné par l'OAP zone 1AU « Le château ». Un phasage a donc été institué, conditionnant l'urbanisation aux capacités d'assainissement.</p> <p>Le projet de modification est donc en adéquation avec les capacités actuelles et futures du système d'assainissement des eaux usées.</p>
<p>Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire ?</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>Concernant le projet d'aménagement au lieu-dit « Le Champ » (OAP secteur « Le Champ ») :</p> <p>L'urbanisation envisagée, compris dans l'enveloppe urbaine existante, va engendrer une augmentation des surfaces imperméabilisées : constructions, voies nouvelles, stationnement, etc.</p> <p>Cela entrainera nécessairement un accroissement du ruissellement et, par conséquent, un risque d'inondation pluviale et de pollution diffuse des milieux.</p> <p>Ainsi, plusieurs larges bassins de rétention paysagers ont été prévus, inscrits au sein d'une coulée verte traversant le site, ainsi que de multiples espaces végétalisés longeant les voies.</p>
<p>Complétez si nécessaire</p>		

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués : base de données BASOL ? http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		<input checked="" type="checkbox"/>	
Anciens sites industriels et activités de services : base de données BASIAS ? http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=	<input checked="" type="checkbox"/>		<p>D'après l'inventaire historique des sites industriels et activités de service (BASIAS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 installations industrielles, dont l'activité est terminée, ont été comptées dans la commune : <ul style="list-style-type: none"> - Commune : dépôt de déchets ménagers en décharge contrôlée - Sté des magasins CASINO : borne de distribution d'essence ; - BIELER Albert : entrepreneur en bâtiment avec dépôt de liquides inflammables ; - CHANEL Laurent : Epicier avec distribution d'essence ; - PERRET Narcisse, mécanicien avec distribution d'essence - JANODY et DOMEY, anc. Union Industrielle des Pétroles : Garage des Près – station ELF) - Tuileries-Briqueteries CHAMBAUD : Carrière • 3 installations ont été inventoriées, mais l'état de l'activité n'est pas connu : <ul style="list-style-type: none"> - FAMY et Cie : carrière ; - Commune : carrière ; - M. SOURD Armand : carrière de gravier tout-venant • 4 installations ont été inventoriées et sont en encore en activité, toujours d'après la base de données BASIAS <ul style="list-style-type: none"> - Sté VEHIXEL, anc. Sté TROUILLET : carrosserie isotherme et application de peintures ; - CHANEL Henri : carrossier - CMSI SAS : Travail des matières plastiques et décoration sur plastiques - SA Transports Georges CHENAUX (TGC SA) :entrepôt de marchandises agro-alimentaires <p>Aucun ne concernent les sites de projet (zones 1AU, ER n°7 et lotissement Charneil).</p>
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	<input checked="" type="checkbox"/>		Aucun ne concerne ou n'impacte les sites de projet.
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
Risques ou aléas naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>		<p>- Inondation :</p> <p>Le risque est lié aux inondations de plaine de la rivière « La Reyssouze ». Un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation permet d'avoir une bonne connaissance de ce risque. D'après ce document, les aléas n'impactent aucun des terrains touchés par un projet d'urbanisation ; soit, ni la zone 1AU « le Champ » en vigueur, ni le terrain concerné par l'ER n°7, en face de la mairie.</p> <p>- Séisme :</p> <p>La commune est couverte par une zone de sismicité : 2, à savoir une zone de sismicité faible.</p> <p>- Mouvement de terrain dus à la sécheresse :</p> <p>Par gonflement ou retrait argileux : la commune est concerné par un aléa faible et moyen.</p> <p>- Risque technologique :</p> <p>La commune d'Attignat est concernée par des risques technologiques liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux canalisation de transport de gaz « Etrez-Balan-Tersanne » et « Etrez-Ars s/Formans » ; - la canalisation « Carling-Viriat » ; - la présence du stockage d'éthylène sur la commune de Viriat, à proximité d'Attignat.
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>		Un PPRT, lié à TOTAL Raffinage France a été approuvé le 20 mai 2014. Il concerne essentiellement la partie au Sud du territoire d'Attignat, au niveau de l'Autoroute.
Nuisances ?	<input checked="" type="checkbox"/>		Les modifications du PLU n'apporteront pas de nuisances importantes. L'extension du pôle d'équipements publics sportifs, au nord du secteur « Le Champ » en vigueur, apportera des nuisances sonores. L'articulation avec le secteur résidentiel sera traitée avec le confortement d'espaces boisés qui bordent un chemin existant, qui sera conservé.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?			<p>Le bourg est concerné par des nuisances sonores liées à la présence de la RD 975 qui le traverse. Le classement sonore est de catégorie 3.</p> <p>Une petite partie au Sud du territoire communal est comprise dans le périmètre du classement sonore de l'autoroute A40, de catégorie 1</p> <p>Les sites de projet ne sont pas concernés par ces périmètres de classement sonore.</p>
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances

4.9 Air, énergie, climat

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	<input checked="" type="checkbox"/>		Des dessertes régulières de bus sont assurées, sur la commune, par le Grand Bassin de Bourg-en-Bresse : - par les Transports KEOLIS Val de Saône, de Bourg-en-Bresse à Romenay et de Romenay à Bourg-en-Bresse Un transport à la demande est organisé lors des vacances scolaires. Un ramassage scolaire est également assuré sur la commune pour desservir les établissements scolaires.
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ? Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?	<input checked="" type="checkbox"/>		Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) de la Région Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté préfectoral le 24 avril 2014. Le projet de territoire et le Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération sont tous les deux en cours d'élaboration. Atignat a été inventoriée comme « commune sensible » avec une qualité de l'air montrant un risque de dépassement de valeurs limites réglementaires pour les polluants visés par des actions potentielles antagonistes air-climat. Elle n'est, en revanche, pas touchée par le périmètre des zones sensibles. La modification du PLU n'engendrera pas d'aggravation liée à ces risques. Au contraire, le remaniement de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du secteur « Le Champ » en vigueur impose la mise en place d'une grande respiration végétalisée avec un réseau de cheminements doux traversant le quartier et l'articulant avec le centre bourg et les lotissements alentours. De plus, l'impact de l'urbanisation du tènement, concerné par l'emplacement réservé n°7, sur ces risques de pollution atmosphérique, sera limité de par sa proximité aux services et aux transports publics, limitant les déplacements automobiles.
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		<input checked="" type="checkbox"/>	

Complétez si nécessaire

ANNEXE 1

Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Cabinet Berthet-Liogier-Caulfuty 41 boulevard Voltaire 01000 BOURG-EN-BRESSE 04-74-21-99-80 blc.contact@blc-ge.com
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	Commune d'Attignat 305 Grande rue 01340 ATTIGNAT 04 74 30 92 16



4.9 Air, énergie, climat

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?

Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales

Oui

Non

Si oui, le(s)quel(s) ?

Et quels sont les enjeux identifiés ?

5. Annexes (rappel)

Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input type="checkbox"/>

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : - 1 AOUT 2019

Lieu : Attignat

Le Maire,
Walter MARTIN

